



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

12-60997X (F)



Merci de recycler



Déclaration

Participation et autonomie

L'appel du thème prioritaire de la cinquante et unième session de la Commission du développement social « Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous » nous rappelle les engagements contenus dans la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, adoptée par l'Assemblée générale lors de sa vingt-quatrième session en 1969, et le Programme d'action adopté lors du Sommet mondial pour le développement social de 1995.

Le fait que les chefs d'État et de gouvernement aient reconnu le lien entre autonomisation et participation en ce qui concerne la réalisation de l'objectif de développement social visant à améliorer et renforcer la qualité de vie de tous, est traduit dans les déclarations suivantes :

- L'autonomisation implique la pleine participation des populations à la formulation, à l'application et à l'évaluation des décisions qui conditionnent le bon fonctionnement et le bien-être des sociétés;
- Capacité d'action et participation sont indispensables à la démocratie, à l'harmonie sociale et au développement social. Tous les membres de la société devraient pouvoir prendre une part active aux affaires de la communauté dans laquelle ils vivent, comme c'est leur droit et leur devoir, et se voir offrir l'occasion de le faire.

Réponses au droit de participation

L'invitation du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à contribuer au rapport concernant le droit de participation des personnes vivant dans la pauvreté aux décisions influant sur leur vie, qui sera soumise au Conseil des droits de l'homme en juin 2013 par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Magdalena Sepúlveda Carmona, a incité les membres du Sous-Comité des ONG pour l'élimination de la pauvreté à engager le dialogue entre les personnes vivant dans la pauvreté avec lesquelles et entre lesquelles elles travaillent dans diverses parties du monde. Ci-après quelques unes de leurs réponses.

Les obstacles à la participation rencontrés par les personnes vivant dans la pauvreté sont liés à l'absence :

- D'éducation, d'un revenu durable, d'établissements de santé et de services publics de base comme l'eau potable, l'assainissement, et l'électricité;
- D'estime de soi, d'activisme de la part des parents et de la communauté, de modélisation comportementale, de ressources, de renforcement des capacités, d'accès au capital, de programmes s'échelonnant du niveau local au niveau mondial, et de réseaux de soutien;
- D'opportunités d'emploi, de statut juridique, de transports efficaces, et d'égalité entre les sexes.

Certains de leurs griefs tels qu'ils les expriment :

- Les pauvres sont toujours écartés de la prise de décision, car ils sont considérés comme illettrés;
- Aucun pauvre ne peut rêver de participer à un groupe de prise de décision quel qu'il soit;
- Les programmes sont juste imposés : par exemple, les pauvres qui veulent vendre leur maïs, doivent avoir un compte en banque, ce qui les empêche de vendre leur maïs car ils n'ont pas assez d'argent pour le financer;
- La plupart du temps ceux qui vivent dans la pauvreté sont rarement interrogés sur les défis auxquels ils sont confrontés ou sur s'ils voient le moyen de sortir de la pauvreté;
- Bien que le gouvernement local invite les personnes à des réunions, l'information sur ces réunions ne leur parvient pas à temps, et ils ne pensent pas être pris en compte;
- Des représentants de syndicats sont invités aux réunions, mais leurs voix ne sont pas suffisamment entendues.

Bonnes pratiques par rapport à l'autonomisation et la participation

L'article intitulé « From Food Security to Food Justice » d'Ananya Mukherjee, professeur et président de la chaire de sciences politiques à la York University, à Toronto, illustre une bonne pratique d'autonomisation et de participation suivie dans l'État du Kerala, en Inde, qui permet aux personnes vivant dans la pauvreté d'exercer leurs droits et responsabilités en améliorant la qualité de vie des femmes et de leur famille.

Dans cet article, M^{me} Mukherjee parle de la recherche menée sur une expérience, « SanghaKrishi » (groupe d'élevage), une partie du programme gouvernemental de lutte contre la pauvreté de l'État du Kerala, « Kudumbashree » (prospérité de la famille) lancé en 2007. Cette expérience est considérée comme un moyen d'accroître la production alimentaire locale. Pas moins de 44 225 collectifs d'agricultrices louent des terres en jachère, les bonifient, les cultivent, et vendent leur production ou l'utilisent pour leur consommation propre.

Kudumbashree implique quelque 4 millions de femmes, la plupart vivant en dessous du seuil de pauvreté. Kudumbashree n'est pas seulement un projet ou un programme, mais un espace social où les femmes marginalisées peuvent collectivement satisfaire à leurs besoins et aspirations. L'unité de base de Kudumbashree est le groupe de voisinage. Les groupes de voisinage, composés de 20 femmes maximum, constituent pour une grande majorité des participantes, la première opportunité de faire partie de la société en dehors de leur foyer. Les groupes de voisinage forment des sociétés de développement locales qui forment à leur tour des sociétés de développement communautaire au niveau du panchayat (gouvernance locale). Il existe aujourd'hui, 213 000 groupes de voisinage dans le Kerala. Les responsables du Kudumbashree sont élus; processus crucial pour les participants au programme, ces élections contribuent à attirer les femmes vers la politique, et celles-ci apportent un ensemble de valeurs autres qui peuvent changer le visage de la politique.

Le groupe de voisinage est très différent d'un groupe d'entraide en ce qu'il est structurellement lié à l'État à travers l'institution de l'autonomie locale. Ceci garantit que le développement local reflète les besoins et les aspirations des communautés qui ne sont pas réduites à être de simples metteurs en œuvre des programmes gouvernementaux. Ce qui est recherché est la synergie entre la démocratisation et la réduction de la pauvreté, ce qui se produit grâce à la mobilisation de la gouvernance des femmes pauvres et à la solidarité.

Cette expérience transforme l'espace sociopolitique des femmes, et se traduit par trois conséquences majeures : d'abord, un changement palpable du rôle des femmes dans l'agriculture au Kerala. Des milliers de femmes participantes au Kudumbashree qui étaient jusque-là des ouvrières agricoles sous-payées, ont abandonné le travail salarié pour devenir des productrices indépendantes. Beaucoup d'autres combinent le travail salarié et l'agriculture. Ensuite, l'expérience a permis à des femmes, en particulier à celles issues de communautés marginalisées, de préserver leur dignité et leurs moyens de subsistance face à une incroyable adversité. L'enquête auprès de 100 collectivités dans 14 districts a révélé que 15 % des agriculteurs étaient des dalits et des adivasis et que 32 % provenaient de communautés minoritaires. Enfin, l'expérience a d'importantes conséquences pour le Mahatma Gandhi National Employment Guarantee Scheme dans le Kerala. Compte tenu des salaires élevés payés aux hommes au Kerala, le Mahatma Gandhi National Employment Guarantee Scheme est devenu principalement un espace pour les femmes (93 % des emplois créés ont été attribués aux femmes, alors que la moyenne nationale est de 50 %). L'une d'entre elles a dit qu'elles ont créé la vie [...] et la nourriture qui donne la vie, et non 100 jours de travail manuel.

Cette information tirée de l'article « From food security to food justice » souligne ce qui suit :

- Des forums participatifs au niveau du voisinage, assez petits pour que les personnes vivant dans la pauvreté se rassemblent pour participer aux décisions qui affectent leur vie, assurent l'inclusion et sont productifs;
- Des forums participatifs au niveau du voisinage, s'ils sont créés à différents niveaux, débouchent sur une participation collective à des niveaux plus larges permettant d'accroître l'autonomisation;
- Des programmes gouvernementaux, lorsqu'ils sont mis en œuvre en partenariat avec les personnes au niveau local grâce à ces créations de forums de voisinage, se traduisent par un développement concentré sur la personne;
- Les forums participatifs existants, qui en Inde sont des circonscriptions parlementaires, des circonscriptions d'État de l'assemblée législative, et des Gram Sabhas (assemblées de gouvernance locale), ne sont pas appropriés pour aider des personnes vivant dans la pauvreté afin qu'elles aient leur mot à dire quant aux décisions qui affectent leur vie.

Une gouvernance participative, inclusive, et responsable

Dans les deux réponses sur le droit de participation et les bonnes pratiques en ce qui concerne l'autonomisation et la participation, la question clef est la qualité de la gouvernance.

Le Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale du Secrétaire général souligne que la gouvernance démocratique et le respect total des droits de l'homme sont des conditions préalables pour permettre aux individus de faire des choix durables.

En outre, dans son rapport « No future without Justice », le Groupe de la Société civile de réflexion sur les perspectives mondiales du développement appelle à un changement dans le ton d'une gouvernance multilatérale pour passer de celle qui prescrit des solutions et installe des cadres juridiques et financiers pour les mettre en œuvre ou s'assurer de la conformité, à une autre qui protège une gouvernance participative.

La gouvernance participative ne concerne pas seulement les directions d'une influence du niveau local au niveau mondial; elle appelle également à plus d'espace de gouvernance, et de mise en œuvre au niveau local et sous-national. Par exemple, une telle gouvernance vise à permettre aux petites communautés de fermiers et de paysans d'exercer leurs droits à conserver leurs propres stocks de semences, à produire des aliments nutritifs sans organismes génétiquement modifiés, et à avoir accès aux médicaments sans avoir à payer les prix exorbitants fixés par les compagnies transnationales et protégés par des droits de propriété intellectuelle.

Une gouvernance participative démocratique exige non seulement le renforcement de la société civile par rapport à ses compétences de gouvernance, mais aussi un recentrage et une restructuration des institutions de gouvernance, et de surmonter les lacunes de gouvernance aux niveaux national et mondial.

Recommandation

Par conséquent, International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary urge les États Membres :

- D'envisager des procédures de planification par des individus telles que celle de Kudumbashree pour assurer la participation des personnes vivant dans la pauvreté aux décisions qui affectent leur vie;
- De créer des environnements favorables pour la réalisation du droit de participation qui est déjà prévu dans les instruments internationaux adéquats;
- De recentrer et restructurer les institutions de gouvernance pour combler les lacunes liées à la gouvernance aux niveaux national et mondial.

Note : S'associent à la déclaration les organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social : Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, Compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul, Dominican Leadership Conference, Passionists International, Sisters of Mercy of the Americas, Soeurs de Notre-Dame de Namur, UNANIMA International, et VIVAT International.